

Intervention du rassemblement du 19 novembre devant la permanence du député M.Baroin

Dans le cadre de notre triptyque revendicatif, Salaires/Emploi/Protection Sociale, en lien avec la campagne offensive coût du capital et pour une autre répartition des richesses, la CGT a pris la décision de deux rendez-vous revendicatifs

- **Aujourd'hui le 19 novembre 2013** à l'occasion de l'ouverture de la discussion à l'Assemblée nationale, interpellation des députés et autres initiatives dans les territoires,
- **le 26 novembre 2013** (veille du vote) manifestation unitaire à Paris à l'appel de la CGT, FO, FSU, Solidaires et pour ce qui nous concerne un rassemblement devant la Préfecture.

Je partirai de la situation européenne d'abord.

En Europe, pendant que la Troïka (Commission européenne, Banque centrale européenne et FMI) continue d'imposer la rigueur partout sur le Continent, les salariés et privés d'emploi portugais se sont massivement mobilisés depuis le début du mois de novembre pour dénoncer eux aussi les mesures de rigueur dont ils font les frais depuis 3 ans.

Le taux de chômage des jeunes âgés de 15 à 24 ans grimpe en flèche sur le Continent et s'établit aujourd'hui à 23,3% des actifs. Les dirigeants européens se sont donnés rendez-vous à l'Élysée pour la deuxième conférence sur l'emploi des jeunes. Ce sont 6 milliards d'euros sur 2 ans qui seront mobilisés, bien loin des besoins. En effet, l'Organisation Internationale du Travail chiffre à 21 milliards par an la somme nécessaire pour mettre en place la garantie pour la jeunesse dans la zone Euro.

Partout dans le monde, le dumping social et la mise en concurrence entre salariés s'accroissent.

En France, le ministère du travail évalue à 300 000 le nombre de ces salariés, qui faute de véritable contrôle se font exploiter et travaillent le plus souvent à des coûts défiant toute concurrence, au profit de patrons peu scrupuleux.

La réduction de 15 milliards d'euros des dépenses publiques affichée dans le projet de budget 2014 est déjà sans précédent. Avec le coefficient multiplicateur, c'est une décroissance des revenus de l'économie de l'ordre de 45 milliards d'euros.

Pierre Moscovici et Bernard Cazeneuve annoncent désormais qu'il faudra aller encore plus loin en 2015 et poursuivre en 2016 et 2017. N'en jetez plus, la coupe est pleine !

Les conséquences d'une telle politique sont évidemment moins de service public, moins de protection sociale, moins de moyens pour les collectivités locales. Bref, plus d'austérité pour les salariés et les usagers qui subissent déjà de plein fouet la rigueur salariale.

La dernière enquête de l'Insee révèle qu'en 2011, pour la deuxième année consécutive, les salaires font du surplace avec une augmentation de 0,2% en euros constants. C'est le plus mauvais résultat enregistré depuis 2004. Le salaire des smicards a même diminué de 0,3%.

Si l'on en croit les chiffres d'Eurostat, la France est l'un des pays d'Europe où le taux de pauvreté a le plus augmenté entre 2008 et 2011, presque trois fois plus que la moyenne de l'Union européenne ! Et l'on ne voit pas ce qui aurait pu enrayer le mouvement depuis.

Pendant ce temps-là, l'économiste Gabriel Zucman, affirme qu'il n'y a jamais eu autant d'argent dans les paradis fiscaux : pas moins de 5800 milliards d'euros selon ses calculs, dont 350 milliards appartiendraient à des français. Rien que cela et je vous invite à imaginer.

Ce gouvernement n'a décidément rien appris de l'expérience. Il s'enferme dans un cercle vicieux où l'austérité étouffe la croissance selon un schéma admis même par le FMI.

En attendant, une nouvelle vague de plans sociaux se profile à l'horizon. La Redoute, Alcatel-Lucent, Tilly Sabco, FagorBrandt, j'en passe et des meilleurs certains dans l'Aube comme rpc ou MEFRO récemment... Les restructurations sont reparties de plus belles, entre 150000 et 180 000 emplois pourraient disparaître dans les mois à venir

C'est toujours l'industrie qui paie le plus gros de la facture.

Avec le temps, on mesure un peu mieux la supercherie de la loi dite de sécurisation de l'emploi, issue de l'ANI de janvier 2013 que nous avons combattu de toutes nos forces. Comme nous l'avions dit, cette loi ne sécurise que les procédures de licenciements pour le plus grand profit des employeurs. Et favorise les accords de chantage à l'emploi, qui fleurissent désormais dans les entreprises. Il suffit aux employeurs d'invoquer la moindre «difficulté conjoncturelle» pour baisser les salaires ou allonger le temps de travail en échange d'un hypothétique engagement en faveur de l'emploi. Parfois, les sacrifices des salariés accompagnent même les suppressions d'emplois, comme chez PSA par exemple.

Sur le registre des réformes, celle sur les rythmes scolaires continue de faire parler d'elle. La CGT, avec d'autres organisations syndicales a appelé à la grève le 14 novembre. Elle fera suite à des actions locales prévues les 12 et 13. La revendication est claire, il faut une autre réforme.

Globalement, l'état d'esprit des salariés semblent exprimer un grand désarroi, c'est le désespoir, la colère et l'incompréhension qui dominant. Le désespoir parce qu'ils ne voient pas poindre de solutions aux problèmes qu'ils rencontrent, la colère parce que le changement qu'on leur avait promis et pour lequel ils se sont majoritairement prononcés il y a 18 mois n'est pas au rendez-vous et l'incompréhension parce qu'ils ne comprennent pas le sens de la politique mise en œuvre par le gouvernement.

On le voit encore en Bretagne, où le mouvement hétéroclite des « bonnets rouge » a rassemblé le 2 novembre à Quimper les patrons licenciés et les salariés licenciés, les militants d'extrême gauche et ceux d'extrême droite pour réclamer en premier lieu la suppression de l'écotaxe pour les patrons routiers et la démission de François Hollande.

La CGT a clarifié salutairement la situation en appelant, avec Solidaire et la FSU, les salariés à manifester le même jour à Carhaix pour la sauvegarde de leurs emplois. Espérons la réussite de la manifestation interprofessionnelle du 23 novembre à Rennes, à l'appel de sept organisations syndicales, pour le maintien de l'emploi industriel.

Tel père, tel fils : Yvon Gattaz alors à la tête du CNPF avait aussi promis la création de 400 000 emplois en échange de la suppression de l'autorisation administrative de licenciement. Il a obtenu satisfaction en 1986 ... et le nombre de chômeurs est passé de 500 000 à 2 millions en quelques années. Le gouvernement de François Hollande serait bien inspiré de méditer cette expérience.

Si les patrons donnent de la voix, nous aurions tort cependant de sous-estimer ce que nous sommes capables de faire dans cette période. Des luttes, il y en a. La manifestation de Roanne le 5 novembre dernier contre la répression syndicale a été un vrai succès, je rappelle que le délibéré a été renvoyé au 17 décembre, cette lutte n'est donc pas terminée

Les attentes, les interrogations, les critiques et les souffrances qui traversent et marquent le vécu des salariés ont imprégné nos débats, et se sont exprimés dans une volonté commune : celle de voir le syndicalisme rassemblé et utile, pour permettre l'intervention des salariés, parce que telle est la condition, pour que les revendications et les besoins sociaux soient entendus.

Cette lucidité et l'impudence légitime qui s'est exprimée, d'être à la hauteur des enjeux et des urgences, est un atout solide pour travailler d'arrache-pieds à engager toutes nos forces dans la bataille.

Les difficultés sont réelles et les contradictions sont fortes, pour unir les salariés dans l'action, quand tout est fait pour diviser et opposer.

Fatalité et sentiment d'impuissance pèsent. Tout est fait pour alimenter l'idée qu'il n'y aurait rien d'autre à faire que de se soumettre et, qu'en France c'est moins pire qu'ailleurs.

Face à cette déferlante, les difficultés pour vivre, ajoutées à l'angoisse du lendemain, on mesure ce que nous devons déployer comme efforts et comme engagement pour donner confiance et creuser le sillon de l'action pour imposer d'autres choix.

C'est la volonté exprimée d'être la force collective et organisée sur laquelle ils vont pouvoir compter. Loin de nous l'idée de désespérer, la situation faite aux salariés, nous pousse à occuper le terrain de la bataille des idées.

Tout ne dépend pas de nous, mais nous ne devons compter que sur nous-mêmes, pour rassembler le syndicalisme et créer les conditions de l'irruption des salariés sur le champ social

Et sur la Réforme des retraites :

la CGT continue d'agir en tentant l'unité la plus large possible!

Hors des projecteurs médiatiques, le projet de réforme de retraite est toujours en cours d'adoption. La CGT ne relâche pas son action :

- **Parce que le projet de réforme est injuste.** Il va particulièrement pénaliser les femmes et les jeunes et dégrader pour tous le montant des pensions ;
- **Parce que le projet de réforme est particulièrement inéquitable.** Il fait peser l'ensemble des efforts de financement sur les salariés et les retraités. Les salariés vont voir leurs cotisations augmenter alors que les salaires stagnent. Les retraités vont voir leur pouvoir d'achat baisser par le report de 6 mois de la revalorisation de leur pension alors que leur montant ne cesse de diminuer en application des réformes antérieures.

Les attentes sont fortes. Les sondages le disent, les français sont toujours très attachés à la retraite à 60 ans et à une réelle reconnaissance de la pénibilité permettant de partir bien avant l'âge de 60 ans.

Pour répondre aux besoins des salariés et des retraités, la CGT maintient pour exigences :

- Le rétablissement de l'âge d'ouverture des droits à 60 ans, avec une retraite d'au moins 75% du salaire d'activité pour la majorité des salariés et au moins égale au SMIC
- la prise en compte de la pénibilité par des mesures d'anticipation d'âge avant 60 ans,
- L'égalité entre les femmes et les hommes,
- Une retraite de haut niveau pour le plus grand nombre et en particulier les plus jeunes d'entre nous.

Financer de façon pérenne une retraite satisfaisante pour toutes et tous c'est possible :

- Par une augmentation de la cotisation employeur et sa modulation en fonction de la politique salariale et d'emploi et de la part des salaires dans la valeur ajoutée de l'entreprise,
- Par la création d'une contribution sociale sur les revenus financiers des entreprises, au même taux que les cotisations assises sur le travail. Cette mesure permettrait de dégager 20 à 30 milliards d'euros par an,

- Par un élargissement de l'assiette des cotisations sociales sur l'ensemble des rémunérations (primes, intéressement, participation ...).

Plutôt que de répondre aux injonctions du Medef, il convient de supprimer pour les entreprises les exonérations de cotisations sociales, mesures qui n'ont pas montré d'efficacité en matière d'incitation à l'emploi stable ; bien au contraire les plans sociaux se multiplient et ce malgré la loi dite de « sécurisation » de l'emploi. Ces exonérations s'élèvent aujourd'hui à près de 30 milliards d'euros par an.

Atteindre l'égalité salariale entre les femmes et les hommes, permettrait d'augmenter les ressources du système de 10 milliards d'euros aux horizons 2020.

Ces propositions tiennent la route. Avec ses organisations, la CGT s'est engagée dans un processus de mobilisation massive des salariés et des retraités. Elle en a discuté avec les autres organisations syndicales.

De nombreuses luttes se développent dans les entreprises et les professions. Amplifions la dynamique.

Alors cher-e-s ami-e-s rendez vous mardi prochain à quelques pas d'ici même heure devant la préfecture pour aller au bout du processus de mobilisation sur ce projet de loi sur les retraites pour enchaîner dès le début de l'année sur emploi salaire protection sociale et d'ancrer dans les consciences notre campagne cout du capital / cout du travail

Les perspectives de luttes nous sont proposées, à nous de nous saisir de cette opportunité, tous ensemble pour ancrer le rapport de force durable dans le pays.

Merci de votre écoute

MARDI 26 NOVEMBRE de 11H30 à 13H30

DEVANT LA PRÉFECTURE
PRISE DE PAROLE, INFORMATIONS A LA POPULATION
Barbecue revendicatif

PAR LA DÉMONSTRATION DE NOTRE DÉTERMINATION
PAR LA MOBILISATION QUI CONTINUE
PAR UN RAPPORT DE FORCE DURABLE DANS LE PAYS
IMPOSONS D'AUTRES CHOIX !!!

**POUR LE DROIT A
LA RETRAITE A 60 ANS**

**tout dépend
de vous !**

**la
cgt**

